

## MISE À JOUR SECTORIELLE

### BANQUE ASIATIQUE DE DÉVELOPPEMENT/BANQUE MONDIALE

La Banque mondiale (BM) et la Banque asiatique de développement (BAsD) ont toutes les deux engagé des crédits importants pour aider à aménager les infrastructures gravement déficientes du Viêt-nam. Les secteurs concernés sont les routes, les ressources en eau, l'énergie, l'enseignement, l'environnement et l'agriculture. Il existe donc des débouchés pour une gamme étendue de conseillers et de fournisseurs de matériel qui sont concurrentiels sur les marchés internationaux.

En tenant compte que toutes les grandes sociétés d'experts-conseils du monde sont présentes au Viêt-nam, les sociétés canadiennes doivent mener une action concertée pour obtenir ces contrats. Il y a cinq principaux intervenants (en dehors des IFI elles-mêmes) pour décider quel soumissionnaire sera retenu :

1. L'Unité de gestion des projets (UGP), nommée par le ministère concerné pour gérer le processus d'acquisition et faire des recommandations sur la sélection.
2. Le Ministère lui-même, autorisé à prendre des décisions pour des projets d'un montant allant jusqu'à 10 millions de dollars.
3. Le Comité d'État au plan
4. Le Bureau du gouvernement
5. Les conseillers : un ministère crée fréquemment des sociétés d'experts-conseils pour le conseiller et l'aider dans le processus de prise de décision. Les cadres de ces sociétés peuvent être des fonctionnaires du ministère en poste ou retraités ou des personnes ayant une grande expérience des rapports avec le gouvernement. Certaines de ces sociétés sont maintenant « privatisées », mais conservent des relations étroites avec les fonctionnaires de premier plan.

Les sociétés doivent tenir compte de tous les groupes mentionnés précédemment dans leurs activités de commercialisation. La plus grande difficulté à laquelle elles sont confrontées réside peut-être dans le choix de la société d'experts-conseils appropriée, et à cet égard, l'UGP elle-même ou l'ambassade peuvent être en mesure de les aider.

Il faut noter également que dans bien des cas la formation d'un consortium est la meilleure solution pour assurer la plus haute compétence technique aussi bien que pour faire face aux réalités politiques. Par exemple, étant donné que les États-Unis versent la contribution la plus élevée au budget de la Banque mondiale et que le Viêt-nam cherche à obtenir le statut de nation la plus favorisée, il serait logique d'envisager de prendre un partenaire américain pour un projet de la Banque mondiale. Le même raisonnement pourrait s'appliquer aux projets de la BAsD pour laquelle le Japon verse la plus grande contribution. En outre, dans le choix de membres d'un consortium, il conviendrait d'évaluer les facteurs concernant le statut des donateurs bilatéraux d'un pays déterminé dans un secteur particulier.

Enfin, après avoir choisi le ou les partenaires, le ou les conseillers et l'agent, il est crucial de conserver des contacts constants avec les bureaux énumérés précédemment et de suivre activement le processus de sélection. Il suffit rarement de faire une seule visite et de laisser à l'agent local le soin de faire le reste, quelle que soit la fiabilité de celui-ci. Vous devrez déployer un maximum d'efforts de commercialisation au moment de la sélection, et l'ambassade du Canada se fera un plaisir de faire des démarches auprès des hauts fonctionnaires à ce moment-là, si vous nous informez de vos progrès.